

**Denis Rodrigues, *La Transition en Espagne. Les enjeux d'une démocratisation complexe (1975-1986)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Didact Espagnol », 2012, 271 p.**

**Matthieu Trouvé**

La démocratie espagnole a fêté ses trente-sept ans en 2012, soit une année de plus que les trente-six ans de dictature franquiste. Les Espagnols sont aujourd'hui plus nombreux à avoir connu la démocratie que la dictature. La sortie de l'ère franquiste (1939-1975) s'est opérée au prix d'une longue et patiente transition démocratique, de la loi à la loi, que de nombreux historiens et analystes ont qualifié de pacifique et de consensuelle. Depuis une décennie, néanmoins, de nombreux ouvrages tentent de nuancer ces premières impressions et montrent que, finalement, « tout ne fut pas aussi simple » au cours de ces dix années, comme l'écrit judicieusement Denis Rodrigues, professeur de civilisation de l'Espagne contemporaine à l'université de Rennes 2. Celui-ci nous livre ici une synthèse complète et précise de cette période au cours de laquelle l'Espagne se transforme en une monarchie parlementaire à l'anglaise, au prix de nombreuses réformes politiques, d'efforts et de mutations économiques et sociales. L'ouvrage s'inscrit dans une démarche qui vise à reconsidérer les dix années qui vont de la mort de Franco à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, en mettant l'accent non seulement sur les aspects institutionnels et politiques (première partie), mais également économiques et sociaux (deuxième partie), culturels (troisième partie) et internationaux (quatrième et dernière partie). Le parti pris de l'ouvrage est contenu dans le sous-titre, qui se propose d'analyser la complexité du processus démocratique espagnol sur un champ chronologique large et sans se limiter au seul domaine politique. Ce n'est pas là son moindre apport.

Ni pacifique ni violente, la transition démocratique espagnole se situe dans un entre-deux complexe et ambigu. Il faut d'abord s'interroger sur la périodicité de cette transition. Au sens strict, elle prend fin au cours de l'année 1978 lorsque les Espagnols approuvent les statuts de leur nouvelle constitution. Ce résultat obtenu non sans mal est l'aboutissement de négociations politiques et d'un long et subtil travail de démocratisation dont le mérite en revient à la fois au roi Juan Carlos et au président du gouvernement, Adolfo Suárez, deux personnalités elles-mêmes complexes et quasiment inconnues auparavant et sur lesquelles planent de nombreuses incertitudes. Depuis l'époque de Franco, la transition a toutefois été préparée et la monarchie « instaurée » et non restaurée conformément aux lois franquistes. En revanche, de 1976 à 1978, c'est bien la démocratie qui est instaurée par les nouveaux responsables politiques espagnols. Loin d'être un long fleuve tranquille, le processus démocratique, bien que solide et stable, rencontre encore des oppositions après l'adoption de la constitution : hostilité de certains militaires qui

n'hésitent pas à faire le coup de feu contre la démocratie à plusieurs reprises – dont le plus célèbre le 23 février 1981 – et terrorisme de l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna) en particulier auquel l'État espagnol doit faire face, y compris en utilisant des méthodes violentes – le pas étant franchi avec les Groupes antiterroristes de libération (GAL). C'est que, finalement, après la transition proprement dite, vient une phase de consolidation démocratique qui dure jusqu'au milieu des années 1980 sous la présidence de Felipe González.

Sur le plan économique, l'Espagne connaît également une transition qui la fait peu à peu s'adapter aux économies des pays d'Europe occidentale. Certes, en signant d'importants accords militaro-économiques avec les États-Unis en 1953 et en choisissant la voie de l'ouverture et du développement économique et commercial – *desarrolismo* – sous l'impulsion des ministres « technocrates » de l'Opus Dei, l'économie espagnole était clairement placée sous le signe du capitalisme et de l'initiative privée. Il n'empêche, il a fallu adapter l'économie nationale aux exigences nécessaires à l'entrée dans la Communauté européenne et gérer une crise économique qui n'a pas épargné le pays, l'Espagne connaissant même « dix années noires » sur ce plan. On observera, avec Denis Rodrigues, d'une part, que la gestion de la crise a été consensuelle et « pactée » – les fameux pactes de la Moncloa destinés à lutter contre l'inflation et à assainir l'économie ont été signés par tous les partis et approuvés par les syndicats – et que, d'autre part, les socialistes au pouvoir à partir de 1982 ont poursuivi cette œuvre, bien que dans le cadre d'une démarche plus « prospective ».

Le paysage social et culturel de l'Espagne a considérablement changé au cours de ces dix années. La société espagnole s'est métamorphosée. Une classe moyenne urbanisée est apparue depuis les années 1960 et les jeunes ont fait irruption sur le devant de la scène. Sous l'impulsion de nouveaux auteurs et de nouveaux artistes, l'ordre moral franquiste a volé en éclat libérant la création et l'imagination. Mais la culture de la transition a été multiforme et bien plus complexe que ne le laisse entendre la fameuse expression de *Movida*. De cette période émergent plusieurs talents : Denis Rodrigues cite, entre autres, Manuel Vázquez Montalbán, Eduardo Mendoza, Antonio Muñoz Molina, Pedro Almodóvar, Carlos Saura. La femme espagnole s'est émancipée ; des lois sur l'adultère, la contraception, le divorce et l'avortement ont été adoptées en l'espace d'à peine dix ans.

Mais la transition espagnole ne serait pas complète si l'on n'évoquait pas son volet international. Au cours de la période 1975-1985, l'Espagne adhère à l'OTAN, entre dans les Communautés européennes et règle plusieurs différends avec ses proches voisins. Associée au système de défense occidental depuis 1953, l'Espagne finit par adhérer à l'Alliance atlantique malgré l'opposition du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Parvenu au pouvoir, Felipe González opère un volte-face et le peuple espagnol confirme la présence dans l'OTAN par référendum. La démocratisation de l'Espagne conduit le pays à revoir ses rapports avec de nombreux pays, dont les nations nord-africaines avec lesquelles les relations sont apaisées. Mais la priorité de la politique étrangère de la transition reste l'adhésion à l'Europe, qui fait l'objet d'un large consensus politique et économique. L'Espagne de Franco a réussi à signer des accords commerciaux avec le Marché commun en 1970 mais la demande officielle d'intégration est déposée en 1977. Entamées en 1979, les négociations n'aboutissent qu'en mars 1985, butant sur les problèmes agricoles. L'entrée de l'Espagne dans les Communautés européennes marque incontestablement l'aboutissement du processus

de transition entrepris en 1975 et constitue un brevet de démocratisation au niveau international.

Au total, même si on peut regretter un déséquilibre entre les quatre grandes parties de l'ouvrage – les aspects sociaux et internationaux auraient ainsi pu être développés –, le livre de Denis Rodrigues est dense, agréable à lire et riche de vingt-huit tableaux qui en font un outil indispensable pour qui veut comprendre les principales transformations étatiques, économiques, culturelles et internationales qui ont marqué l'Espagne pendant dix ans et qui lui ont donné en grande partie son visage actuel. S'ajoutent à cela une riche bibliographie, une chronologie et un index fort utiles. Nous avons donc là un précis fondamental d'histoire contemporaine de l'Espagne qui fait en même temps le point sur l'historiographie de la période.